

CHEMINOTS

La grève se généralise

A son deuxième jour, la grève des cheminots se généralise à travers le pays et pour une durée illimitée. Le bras de fer opposant la direction de la SNTF aux travailleurs n'est pas près de trouver une solution dans l'immédiat.

Mehdi Mehenni — Alger (Le Soir) — Le train ne sifflera pas aujourd'hui. Entamée dimanche à minuit, dans la région d'Alger, puis suivie à Annaba dans la journée de lundi, la grève des cheminots s'est carrément généralisée hier, à travers le territoire national.

Les grévistes qui viennent de bénéficier d'une augmentation avec un rappel de six mois, réclament une plus large rétroactivité. Un rappel de trois ans. «Nous avons attendu pendant longtemps cette augmentation qui a été négociée sur la base d'une plateforme de revendications qui remonte à 2009.

Il est clair que les travailleurs de la SNTF ne se contenteront pas d'un rappel de six mois», explique Abdelhak Boumansour, chef de la section syndicale d'Alger des cheminots.

Ce lundi, soit au premier jour de la grève, la direction de la Société nationale des transports ferroviaires s'est réunie à deux reprises avec les représentants sociaux pour trouver une solution.

«Le directeur général, Yacine Bendjaballah, a clairement signifié que la société n'était pas en mesure d'assurer une telle charge financière. Il nous a toutefois chargé de rassurer les travailleurs, qu'il fera son possible pour plaider leur cause auprès du gouvernement pour une éventuelle solution, à condition qu'ils regagnent leurs postes de travail», indique notre interlocuteur. Mais peine perdue, puisque les travailleurs, selon toujours Abdelhak Boumansour, n'entendent pas reprendre le chemin des rails avant qu'ils n'aient le versement de leurs 36 mois de rappel. «Vu les déceptions du passé, les cheminots ne font plus confian-

ce aux promesses de l'administration et ne sont pas près de céder», souligne-t-il.

La détresse des usagers

Face à un trafic ferroviaire totalement paralysé, les voyageurs ont dû se rabattre sur d'autres moyens de transport.

Ce qui a provoqué une grande saturation au niveau des gares routières au centre, comme à l'est ou à l'ouest du pays.

A la gare Agha d'Alger, les voyageurs continuaient hier de se rendre sur place dans l'espoir d'une reprise de service, mais aucun train n'a quitté le quai.

«Mon emploi du temps est complètement chamboulé, car étant un usager de la ligne ferroviaire Alger-Thénia, je n'arrive plus à m'organiser depuis lundi. Je ne sais plus quel bus prendre sachant que je serai appelé à faire plusieurs correspondances. Aussi, ma modeste bourse de simple fonctionnaire ne me permet pas de prendre un taxi, encore faut-il en



Photo : Samir Sid

Le trafic ferroviaire est paralysé au niveau de toutes les gares.

trouver pour une telle destination», proteste un père de famille rencontré sur place.

Beaucoup d'autres passagers, pris de court par cette grève surprise, ont raté qui des rendez-vous médicaux, qui des entretiens d'em-

bauche, des examens, des concours et bien d'autres affaires. Enfin, et en l'absence d'une solution dans l'immédiat, le débrayage des cheminots semble, cette fois-ci, parti pour durer dans le temps.

M. M.

LE CONSEIL DE L'ORDRE DES AVOCATS D'ALGER ÉLIT SON PRÉSIDENT

Sellini, président du barreau pour la cinquième fois consécutive

C'est sans grande surprise que le président sortant du Conseil de l'ordre du barreau d'Alger, en l'occurrence M^e Sellini Abdelmadjid, a été reconduit à la tête du barreau d'Alger. Son élection a eu lieu avant-hier lors de la réunion des 31 nouveaux membres du Conseil élus lors du scrutin de samedi passé.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est avec une majorité absolue des voix, soit 23 sur les 31 exprimées, que Sellini Abdelmadjid a été élu par ses pairs du conseil à la tête du barreau d'Alger pour la cinquième fois consécutive. Et pourtant au départ, ils étaient deux à disputer ce poste.

Ainsi, outre le président sortant, l'autre avocat en course n'était autre que M^e Lekhlef Chérif qui a affiché sa «détermination à détrôner le grand favori de la compétition». Il est vrai que M^e Sellini Abdelmadjid avait tous les atouts du fait que sa liste avait raflé la

mise lors du scrutin de samedi passé. Autrement dit, sur les 31 postes du conseil à pourvoir, la liste du bâtonnier sortant a raflé 28 sièges ce qui l'avait placé en pole position pour se succéder à la tête du barreau.

Après le dépouillement, il a été enregistré respectivement 23 voix pour Sellini, 5 pour Lekhlef et 3 bulletins blancs. Il est à rappeler que les élections de samedi dernier ont été supervisées par une commission de surveillance du scrutin présidée par les avocats Abbache, ancien bâtonnier, et Miloud Brahimi. La nouvelle loi n°13-07 du

29 octobre 2013 régissant la profession d'avocat stipule que «l'opération électorale se déroule en un seul tour», et non plus en deux tours, comme le prévoyait l'ancienne loi.

Elle interdit aux avocats stagiaires de participer à l'opération électorale. Selon maître Chaïb du Conseil de l'ordre sortant, l'Algérie est le seul pays au monde où le bâtonnier est élu par les membres du Conseil de l'ordre (31 membres), précisant que dans les tous les pays développés, cette prérogative est confiée à l'assemblée générale du barreau.

Cela dit, la liste du bâtonnier sortant du Conseil de l'ordre du barreau d'Alger a remporté la majorité des sièges mis en compétition pour le renouvellement du Conseil de l'ordre.

Ainsi, les Bourayou, Benissad,

Nora Ould Hocine, Bouchina, Ramdani pour ne citer que ceux-là ont été reconduits par leurs pairs pour siéger au sein du Conseil de l'ordre. Ce scrutin a vu, par ailleurs, le retour de l'ancien bâtonnier, M. Ablaoui Mohamed-Arezki.

Deux autres postulants au poste de président du Conseil de l'ordre ont été également élus au sein de cette instance. Il s'agit des avocats Chaoui Abderezzak et Chaïb Sadek.

Ce dernier, sans aucun doute déçu par le résultat du scrutin, a indiqué dans une déclaration à l'APS que «l'Algérie est le seul pays où le bâtonnier est élu par le Conseil du barreau (31 membres) alors que dans les pays avancés, cette prérogative est du ressort de l'assemblée générale des avocats (tous les avocats)».

A. B.

M^e NOUREDDINE BENISSAD, MEMBRE DU BARREAU D'ALGER :

«Je ne crois pas à l'homme providentiel»

Reconduit au sein du Conseil de l'ordre des avocats d'Alger à l'occasion du scrutin qui a eu lieu samedi passé, l'avocat Nouredine Benissad s'explique sur les enjeux de cette élection.

Le Soir d'Algérie : Ne pensez-vous pas que la reconduction de M^e Sellini à la tête du barreau d'Alger pour la cinquième fois est une forme de refus à l'alternance à la tête du conseil ?

Nouredine Benissad : Notre corporation ne peut pas échapper au principe de l'alternance. La nouvelle loi portant profession d'avocat limite le nombre de mandats à deux pour le bâtonnier et c'est une bonne chose. Ceci étant, l'alternance ne signifie pas «ôte-toi que je m'y mette» ça n'a aucun sens. Il faut que l'alternance se traduise par des projets alternatifs pour la défense de la profession.

Le Conseil du barreau d'Alger a procédé au renouvellement de ses instances au moment où certains disent que la question des droits de l'Homme est occultée par tous les pans de la société y compris par les robes noires.

Qu'en pensez-vous ?

La question des droits de l'Homme, en particulier celle des droits de la défense, doit être au cœur de notre combat.

Cela signifie qu'il y a un travail de pédagogie à faire en intégrant notamment dans nos programmes de formation à destination des nouveaux avocats mais aussi

dans le cadre de la formation continue.

Dans moins d'un mois, les Algériens éliront un nouveau président de la République. En tant qu'avocat, qu'attendez-vous du futur 1^{er} magistrat du pays.

Franchement, je ne crois pas à l'homme providentiel et je crois que seuls les mouvements sociaux, les acteurs politiques et la société civile en tant qu'entités autonomes peuvent être porteurs de perspectives d'espoir et de changement, et les avocats peuvent être à l'avant-garde de cet élan.

Certains disent que la question de la défense des droits de l'Homme a été occultée dans le

discours des candidats à la présidentielle d'avril prochain. Qu'en pensez-vous ?

Beaucoup considèrent que ce n'est pas les programmes qui vont faire la différence tant les indices montrent que les élections n'ont jamais été libres et transparentes.

Votre question revient à dire qu'il existe un débat démocratique alors que les manifestations et les rassemblements sont interdits.

Pour vous exprimer librement, il vous faut une autorisation administrative. Les élections libres supposent un débat libre sur toutes les questions y compris par des manifestations pacifiques. C'est cela aussi les droits de l'Homme.

Propos recueillis par Abder Bettache

**À PARTIR
DE AÏN DEFLA
Belaïd Abdelaziz
prône l'alternance
au pouvoir**

Dans le cadre de la campagne qui vient de débiter pour les présidentielles de 2014, le président du parti «El Moustakbel», qui s'est porté candidat à la magistrature suprême, a animé un imposant meeting hier en milieu de matinée dans la salle Ben Badis de Aïn Defla. Prenant la parole devant une salle comble, Belaïd Abdelaziz commence par mettre en exergue la nécessité d'instituer l'alternance à la tête du pouvoir. Il justifie cette nécessité en affirmant que le flambeau doit être passé à la jeune génération. A ce sujet, il dira : «cette génération est prête à assumer toutes les responsabilités, il faut lui faire confiance, elle en est digne». Il préconisera une décentralisation du centre de décision et plus d'autonomie aux localités intérieures. Il évoque ensuite la question de la sécurité du pays et de sa stabilité, «cette question est l'affaire de tout le peuple algérien et ne peut justifier que les mêmes responsables s'incrustent aux postes de responsabilités.» Abordant le thème de campagne concernant la jeunesse, l'orateur dira : «notre jeunesse mérite d'être entendue, écoutée et qu'on lui fasse confiance». Connaissant bien la wilaya de Aïn Defla, et sa vocation agricole, le président d'El Moustakbel trouve que les résultats enregistrés restent en deçà des moyens mis en œuvre. De par la présence de beaucoup de jeunes dans l'assistance, il s'en prend au système éducatif et d'enseignement, «une réforme de ce système est plus qu'indispensable». A propos de réformes, il insiste aussi sur la nécessité d'introduire de profondes réformes des textes qui régissent l'Etat et notamment la Constitution.

A. M.